

LUTTE CONTRE LE CANCER

Déficit en équipements de radiothérapie

Des spécialistes révèlent que l'Algérie enregistre un déficit en matière d'équipements de radiothérapie. Néanmoins, en matière de personnel spécialisé, le problème ne se pose pas.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Selon les recommandations de l'OMS, les pays en développement doivent disposer d'un accélérateur nucléaire (appareil de radiothérapie) pour un million d'habitants contre deux à trois accélérateurs pour les pays développés.

Pourtant, l'Algérie ne dispose que de 9 accélérateurs nucléaires. «Nous avons un déficit de 27 accélérateurs», dira le P^r Boualga Kada, chef du service radiologie au Centre anti-cancer de Blida, hier, lors d'une journée d'étude sur le cancer en Algérie, organisée à Alger.

Le spécialiste cite ainsi la France qui compte plus de 400 accélérateurs nucléaires pour une population de 65 millions et le Maroc dont la population est identique à

celle de l'Algérie qui dispose de 32 appareils.

Il assure, néanmoins, que sur le plan du personnel spécialisé, notre pays ne connaît pas de pénurie.

«C'est un point fort pour l'Algérie qui compte 89 radiothérapeutes-oncologues, 64 résidents et 42 physiciens», précise-t-il.

Soutenant la normalisation de la prise en charge des patients cancéreux par la radiothérapie, le P^r Boualga Kada a plaidé pour la suppression de nombreuses contraintes.

Pour lui, la réduction des délais de réalisation des structures, de l'acquisition des équipements et des pannes des machines s'impose.

«En raison des pannes des machines, 400 traitements



L'Algérie ne dispose que de 9 accélérateurs nucléaires.

ont été annulés en une année», affirme-t-il encore. Par ailleurs, le spécialiste a rappelé qu'une dizaine d'ac-

célérateurs nucléaires sont en cours d'installation dans les wilayas de Constantine, Sétif, Batna et Blida et seront

opérationnels durant l'année 2013. Aussi, de nouvelles structures seront réalisées dans plusieurs villes pour l'année 2014.

Quant à la manipulation des équipements, il précise que des mesures importantes ont été prises pour la formation des manipulateurs en radiothérapie. Autre disposition : la proposition d'un partenariat entre le constructeur des équipements et le ministère de la Santé.

De son côté, le P^r Bouzid Kamel, chef du service oncologie au Centre Pierre et Marie Curie à Alger, a plaidé pour la proximité dans les soins.

Il a toutefois souligné que les médicaments anti-cancéreux demeurent toujours «coûteux» et même «rares». Il a préconisé ainsi le recours aux génériques, aux bio-similaires et aux originaux de pays émergents.

R. N.

Les retraités de la Cnas dans la spirale de l'inquiétude

Les retraités de la Cnas de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj qui occupent des logements de fonction se sentent menacés d'expulsion, malgré l'instruction du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, du 17 mai 2006 où il ordonne clairement de ne pas toucher les retraités et les veuves de retraités qui occupent des logements qui leur ont été concédés dans le cadre du travail.

Dans une autre instruction émanant de l'ex-directeur général de la Cnas en date du 23 novembre 2010 sous le numéro 2157, en l'occurrence Zebbar, il est demandé aux directeurs des agences Cnas de mettre en application les dispositions du décret exécutif n°89/10 du 07 janvier 1989. À ce titre, les retraités n'arrivent pas à comprendre pourquoi la direction de l'agence Cnas de Bordj-Bou-Arréridj refuse de percevoir les loyers des occupants, alors que dans d'autres wilayas, les retraités de cette institution payent leur loyer sans difficulté bureaucratique. Ils se demandent pourquoi des retraités qui relèvent d'une même institution sont traités d'une manière différente. En effet, disent-ils, s'il y a une circulaire ou instruction ayant trait aux logements de la Cnas occupés par les retraités, elles doivent être appliquées au pied de la lettre et dans l'esprit de la loi, à tous les retraités de la Cnas du territoire national.

Il semblerait que l'agence Cnas de Bordj-Bou-Arréridj ait perdu de vue aussi bien la lettre que l'esprit de la loi. De plus, les seize logements Cnas ne sont pas d'astreinte et sont à l'abandon sur le plan entretien depuis plus de 23 ans. En fait, la Cnas a plus à gagner à équilibrer ses finances et renflouer sa trésorerie.

Nul n'ignore la fraude, voire le hold-up sur la solidarité nationale, par les abus de prescriptions, de médicaments, qui génèrent des dépenses importantes pour la Cnas, ainsi que le travail au noir, les faux accidents de travail, la triche dans les déclarations salariales par les employeurs sans scrupule, l'absence de la politique de prévention accident de travail et maladie professionnelle au niveau des 90% des entreprises de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, les arrêts de travail de complaisance, sans compter le forfait hospitalier destiné aux malades, mais hélas détourné pour les personnels du secteur de la santé (augmentations de salaire, prime véhicules de service), etc. Ce sont ces fraudes qui créent de lourdes pertes financières à la Cnas. Cette tricherie a un coût faramineux pour l'institution, qui est 10 fois supérieur à la valeur vénale des 16 logements. Pour ce faire, la Cnas de Bordj-Bou-Arréridj a le devoir de lutter contre la fraude pour préserver une institution qui appartient aux travailleurs.

Si la Cnas continue dans sa vision étroite de sa gestion, cette grande institution sera bientôt plus qu'un vieux souvenir.

R. R.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le secteur expose ses cinquante ans de réalisations

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels organise, à partir d'aujourd'hui et pendant une semaine, une exposition sur les réalisations du secteur depuis l'indépendance. L'occasion, selon le premier responsable du secteur, de vulgariser les opportunités qu'offre la formation professionnelle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels est décidé à améliorer l'image de son secteur. Plus question donc que le secteur accueille uniquement les recalés du système scolaire.

Les stagiaires vont, dorénavant, pouvoir avoir accès à une graduation qui valoriserait leurs diplômes.

Mohamed Mebarki estime que son secteur offre plusieurs opportunités aux jeunes, notamment en matière d'embauche.

Afin de mieux vulgariser ces opportunités, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels organise du 24 au 30 juin, une exposition sur les réalisations du secteur depuis l'indépendance.

«Un changement radical a été opéré depuis dans le secteur», reconnaît Mebarki.

L'objectif de cette exposition de la mémoire, qui se tient au Palais des expositions, à Alger, sous le slogan «la formation et l'enseignement professionnels : continuité, développement et



Mebarki estime que son secteur offre plusieurs opportunités aux jeunes.

perspectives», soulignent les organisateurs, consiste à mettre «en relief les efforts et les réalisations du secteur durant un demi-siècle, faire ressortir les différentes étapes de la mise en place du système national de formation et d'enseignement professionnels, montrer les potentialités et les opportunités qu'offre le secteur pour faire bénéficier les jeunes d'une formation de qualité, permettant leur insertion dans le monde du travail et leur contribution au développement socioéconomique du pays ainsi qu'informer les jeunes sur les possibilités de formation offertes pour la rentrée prochaine».

Par ailleurs, le premier responsable du secteur a indiqué que la

liste des diplômés de la promotion de cette année, 170 000 diplômés, sera publiée au cours de ce Salon pour aider à leur recrutement.

«Ça sera un marché de recrutement à l'endroit des entreprises qui veulent recruter une main-d'œuvre qualifiée», a-t-il souligné.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dispose de 422 spécialités, 1 200 établissements, 6 instituts pédagogiques, 520 000 élèves et stagiaires dont 50 à 60 000 suivent une formation qualifiante.

Le secteur prévoit également la création d'au moins un établissement de formation dans chaque daïra.

S. A.